

M. Calame, B. Del'homme, C. Mouchet, L'agriculture malade de ses coûts, Les petits matins, 2025, 125 pages

19 décembre 2025



Dans cet essai publié en octobre 2025, trois agronomes analysent les difficultés économiques des agriculteurs, à travers le prisme des coûts de production. Selon eux, le problème n'est pas qu'il ne rentre pas assez d'argent dans les exploitations, mais qu'il en sort trop.

Les premiers chapitres mettent en évidence l'industrialisation que l'agriculture française a connue depuis le milieu du siècle dernier. Pour les auteurs, l'activité agricole consiste désormais à transformer des intrants (engrais, aliment du bétail, carburant) en matières premières agricoles, au moyen d'outils de production relevant davantage de l'industrie lourde que de la petite production artisanale. Ils mettent ainsi en évidence l'importance croissante des consommations intermédiaires, qui représentent aujourd'hui près de 60 % de la valeur de la production agricole (hors subventions), contre 40 % en 1970. De même, la course à l'équipement, voire la tendance au suréquipement, se traduit par une intensité capitaliste de plus en plus importante. Si cela a permis, jusque dans les années 1970, un accroissement de la production suffisant pour maintenir le revenu des agriculteurs, ce n'est plus le cas aujourd'hui. D'un point de vue macro-économique, les auteurs évoquent aussi une « souveraineté alimentaire » en trompe-l'œil, où les taux d'auto-provisionnement élevés pour les céréales, le lait, la viande, etc., s'obtiennent au prix d'importations massives d'engrais, de tourteau de soja, de pétrole, etc.

Dans ces conditions, les auteurs estiment que l'enjeu est désormais de

produire en consommant moins d'intrants. À ce titre, ils portent un regard critique sur les politiques de soutien au revenu des agriculteurs, et plus encore de soutien des prix, qu'ils voient comme une incitation forte à privilégier des modes de production peu économes. À tout le moins considèrent-ils que ces dispositifs doivent s'accompagner d'une augmentation du prix des facteurs de production, par le biais de taxes, afin d'avantager les producteurs les plus efficaces. Ils appellent enfin à une reterritorialisation des systèmes alimentaires, à même selon eux de permettre une « désintensification capitaliste » de l'agriculture. Si les formes de cette reterritorialisation ne sont pas précisément exposées, de même que les leviers à mobiliser, des alternatives sont citées comme sources d'inspiration potentielles : projets alimentaires territoriaux, AMAP, appellations d'origine, etc.

Mickaël Hugonnet, Centre d'études et de prospective

Source : [Les petits matins](#)